

"Toute la procédure qui sied est en train d'être faite. On a porté plainte et on ira jusqu'au bout pour que justice soit rendue à toutes les personnes victimes d'exactions de la part des forces de l'ordre lors de cette campagne électorale", a déclaré Rokhiyatou Gassama, porte-parole de cette organisation, lors d'une conférence de presse axée sur le thème : "Violences électorales : témoignages et sensibilisation, le cri d'une mère".

"Je suis peinée, je crie ma douleur", a déclaré Mme Gassama, indiquant que son fils a été "torturé" dans les rues de la Médina, le 17 février dernier.

Cette "douloureuse campagne électorale a été fatale pour bon nombre de Sénégalais qui ont été torturés de façon inhumaine et barbare, alors que la Constitution garantit le droit de manifester", a martelé Mme Gassama, experte à la Commission sénégalaise des droits de l'homme.

Des organisations de défense des droits de l'homme, dont le Forum civil, l'Organisation nationale des droits de l'homme (ONDH), la Ligue sénégalaise des droits de l'homme (LSDH), étaient représentées à la conférence de presse.

Pendant la campagne électorale, des "personnes ont été massacrées, torturées et même tu [Li](#)
[re la suite...](#)

ées durant cette campagne électorale pour seulement la conquête du pouvoir", a dénoncé Mme Gassama, qui a salué le rôle que sont en train de jouer les organisations de défense des droits de l'homme pour que "justice soit rendue aux victimes et que les auteurs soient punis".

Selon ses organisateurs, la conférence de presse a été organisée à l'occasion de la Journée internationale dédiée à la lutte contre les violences policières, qui a été célébrée jeudi.

Source: allAfrica